

15 décembre 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, lors de l'émission sur TF1 "Ca nous intéresse, monsieur le Président", notamment sur le bilan économique et les acquis sociaux depuis 1981, Paris, Maison de la Radio, dimanche 15 décembre 1985.

YVES MOUROUSI.- Monsieur le Président de la République, bonsoir ! Merci d'avoir accepté cette deuxième invitation sur TF1 pour cette série "Ca nous intéresse, monsieur le Président". Je me souviens, au soir du 28 avril, vous avoir demandé si vous acceptiez un autre rendez-vous, vous aviez dit oui. La date tombe bien, je le souhaitais avant la fin de l'année, nous sommes presque à la fin de l'année. Alors, merci d'avoir accepté ce deuxième rendez-vous. Je dois dire que je ne suis pas particulièrement troublé, moi, en ce qui concerne les réactions à cette interview. Je vous demanderai peut-être tout à l'heure ce que vous en pensez, des uns et des autres qui ont parlé à ce sujet.

- Nous avons choisi, je dois le dire aux téléspectateurs, quelques couleurs qui peuvent un peu évoquer cette période de fêtes, puisque vous êtes très nombreux sans doute déjà à avoir acheté vos cadeaux et à penser aux fêtes de fin d'année, qui seront aussi une espèce de trêve politique, du moins nous le souhaitons. Vous pensez que cela pourrait s'apaiser pendant quelques jours, quinze jours, trois semaines, les déclarations avant la campagne des législatives ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que chacun vit en famille, ou parmi ses amis, et qu'à ce moment-là, le goût du duel ou de la bataille s'estompe un peu. Moi je le souhaite aussi, en tout cas.\

YVES MOUROUSI.- Monsieur le Président, il y a donc huit mois depuis ce rendez-vous. Dès le début de cette émission, je disais que je souhaitais découvrir un peu quel était le personnage. Aujourd'hui ce n'est plus le même sujet. Je voudrais rappeler que vous avez été très nombreux à suivre cette première émission "Ca nous intéresse, monsieur le Président", et vous avez été selon un sondage publié quatre jours après par notre confrère "Le Quotidien de Paris", un sondage IPSOS, vous avez été 77 % de ceux qui ont aimé à regarder cette émission, et vous avez été 70 % à apprécier ce qu'avait dit M. Mitterrand, Président de la République, au cours de cette émission. Vous l'avez trouvé sympathique, dans les chiffres inscrits sur l'écran, 76 %. Vous avez le sens de l'humour, du moins pour ceux qui vous ont regardé, ils l'ont apprécié ainsi, 75 %. Adapté à votre époque, clair dans ce que vous disiez, chaleureux et proche des préoccupations des Français, telles qu'elles s'exprimaient ce soir-là.

- Là il s'agissait de connaître l'homme, aujourd'hui il s'agit un petit peu de savoir où l'on en est en cette fin de l'année 1985.

- Je voudrais ajouter une qualité sur laquelle on n'avait pas interrogé, avec "Le Quotidien de Paris", ceux qui vous avaient regardé. Il y a une qualité qui vient de vous être attribuée par un pourcentage important de Français : vous êtes apparemment l'homme le plus tolérant de France, si l'on en croit un sondage publié par notre confrère "La Croix".

- LE PRESIDENT.- J'ai vu cela, je dois dire que c'est une récompense pour moi que d'avoir été ainsi compris. Sur bien des points, je suis là pour cela.. Ce n'est pas pareil.. Souvent l'incompréhension est ce qui domine. On ne comprend pas très bien souvent mes intentions, nos

intentions, pourquoi on gouverne, comment on gouverne, nos résultats, mais cela, cela me va au coeur.

- YVES MOUROUSI.- Cela va être l'objet de 70 minutes d'entretien. Malgré tous ces chiffres, qui ne sont pas mauvais, cela ne décolle pas tellement pour François Mitterrand, au niveau de l'appréciation de la politique.

- LE PRESIDENT.- Oui, c'est vrai, c'est assez injuste, je le pense, non pas spécialement pour moi, mais pour l'effort accompli par le gouvernement, par la majorité, ce n'est pas très juste non plus par rapport aux résultats, qui sont souvent remarquables, mais c'est comme cela. Cela prouve tout simplement que la tâche est difficile, que les Français sont en droit d'attendre beaucoup de ceux auxquels ils ont accordé leur confiance, et que j'ai encore, c'est une des raisons de ma présence ici, à leur dire un certain nombre de choses.\

YVES MOUROUSI.- Bien. Alors je dois vous dire que je souhaiterais que vous ne monologuiez pas et que vous répondiez pendant une heure aux questions que je vais vous poser.

- LE PRESIDENT.- Pourquoi monologuer ?.. Vous trouvez que cela prend un mauvais pli ?

- YVES MOUROUSI.- Parce qu'un certain nombre de commentateurs politiques ont dit que vous alliez effectuer un beau monologue. Je souhaite dire que je vous en empêcherai.

- LE PRESIDENT.- Monologuer avec vous ce serait très difficile...

- YVES MOUROUSI.- En tout cas, monsieur le Président, en réponse à mes questions, la dernière fois, vous aviez apporté un certain nombre d'informations qui ont souvent été reprises comme si elles étaient nouvelles.

- Quand je vous ai demandé si vous alliez poser la clé sous le paillason, vous m'avez répondu : "ce n'est pas mon genre", c'est-à-dire qu'au mois d'avril vous n'aviez pas l'intention de vous retirer en 1986.

- LE PRESIDENT.- Mais oui, pourquoi voulez-vous que je change d'avis ?\

YVES MOUROUSI.- Vous aviez dit, pour les télé privées, que le meilleur gagne, c'est Berlusconi ?

- LE PRESIDENT.- On va peut-être parler de cela, c'est la première fois que vous m'en parlez. Pourquoi Berlusconi ?.. C'est une société à majorité forte de capitaux français. Aussitôt on va chercher le point qui paraît le plus critiquable parce qu'il s'agit d'un étranger, qui en plus symbolise assez clairement le désordre de l'Italie en face de ses télévisions, mais enfin, passons là-dessus.

- Il y aura en effet d'autres télé. Il y en avait trois à mon arrivée, j'en ai ajouté une quatrième, maintenant une cinquième, il y en aura une sixième et une septième. Faut-il s'en plaindre ?

- YVES MOUROUSI.- Dans combien de temps ?

- LE PRESIDENT.- La cinquième et la sixième, dans les mois qui viennent. La septième au début de l'année 1987.

- YVES MOUROUSI.- Et le câblage ?

- LE PRESIDENT.- Le câblage, il commence. Pour le câblage, un certain nombre de villes sont déjà volontaires. Dans quelques jours - mais c'est une énorme construction, c'est une transformation radicale de nos habitudes dans ce domaine - j'irai peut-être, je ne sais pas, je ne suis pas encore très engagé là-dessus, mais l'affaire me passionne, à Cergy-Pontoise, à l'occasion de l'inauguration d'un réseau câblé qui va je crois disposer de quelque 23500 prises, c'est-à-dire qu'il va y avoir un moyen formidable d'information par le câble.

- YVES MOUROUSI.- Sans que ce soit une télé socialiste ?

- LE PRESIDENT.- Qui voulez-vous qui fasse une télé socialiste ? On a dit cela des trois chaînes, parce que c'est un service public, mais jamais les chaînes 1, 2, 3 n'ont été plus libres qu'aujourd'hui. D'ailleurs il existe une Haute Autorité, c'est une bonne chose, et qui fait bien son travail.

- YVES MOUROUSI.- De temps en temps vous lui donnez de l'urticaire !...

- LE PRESIDENT.- Moi personnellement, je ne crois pas...

- YVES MOUROUSI.- Votre gouvernement...

- LE PRESIDENT.- Il est normal qu'il y ait des débats sur un certain nombre de questions, mais la Haute Autorité est libre. Elle est libre et c'est le caractère même de sa création, notamment en ce

Haute Autorité est libre. Elle est libre, et c'est le sens même de sa création, autrement ce ne serait pas la peine, on se moquerait du monde.\

YVES MOUROUSI.- Ce soir, avant d'entrer dans différents sujets, ce soir c'est quoi ? Le lancement de la campagne législative pour François Mitterrand chef de file ?

- LE PRESIDENT.- Vous n'avez pas l'impression que la campagne législative a déjà commencé et que ça péterade de tous les côtés ?

- Moi je suis très intéressé par les législatives, je suis vraiment très solidaire du travail qui a été accompli pendant ces quatre ans et demi, j'en suis d'ailleurs le principal responsable. Au fond, les Français qui ont à se plaindre, c'est à moi qu'ils doivent s'adresser. Les Français qui ont aussi quelques joies ou quelques satisfactions de ce qui a été fait, peut-être voudront-ils m'en rendre témoignage, mais je suis le responsable...

- YVES MOUROUSI.- Honnêtement...

- LE PRESIDENT.- Bien entendu je ne fais pas tout. Il y a un gouvernement qui gouverne, une majorité parlementaire qui fait son travail, il y a une opinion, mais je suis le premier responsable de ce qui se fait.

- YVES MOUROUSI.- Ce n'est pas un coup d'Etat, non pas permanent, mais actuel...

- LE PRESIDENT.- Non pas du tout, je ne fais pas tout, mais je revendique la responsabilité de ce qui est fait, je ne veux pas me cacher derrière un arbre.

- YVES MOUROUSI.- Il y a un mot : bouclier...

- LE PRESIDENT.- D'une certaine façon, je pense que le premier devoir d'un Président de la République, c'est d'aborder avec courage les échéances qu'il doit affronter.

- YVES MOUROUSI.- Il y a un autre mot qu'on a lu dans la presse cette semaine mais qu'on ne verra pas à propos de l'intervention de ce soir : pompier.. Alors, on ne va pas avoir l'impression que vous allez éteindre les flammes, pendant que d'autres chantent : "Tout va bien, très bien madame la Marquise.." Fabius - Chirac, cela ne va pas fort, le débat n'est pas terrible... il y a la cascade de troubles, vous êtes entouré d'eaux troublées... au Parti socialiste ce n'est pas l'euphorie...

- LE PRESIDENT.- Cela, c'est votre opinion. C'est vrai que dans l'action de tout mouvement politique, il y a des ratés. Il n'y a pas que là. Mais moi je ne suis pas responsable du Parti socialiste, je me suis peut-être mal expliqué, puisque j'ai provoqué votre réaction. Je veux dire que je ne fais pas tout, chacun fait son travail là où il est, dans le respect des institutions : Président, gouvernement, Parlement. Mais je suis finalement responsable de ce qui est fait par la majorité.

- YVES MOUROUSI.- Où est le peuple de gauche qui a amené François Mitterrand à l'Élysée ?

- LE PRESIDENT.- Ce peuple de gauche s'interroge - c'est ce que je vois, sans quoi j'aurais peut-être le droit d'être euphorique, il continuerait d'être majoritaire - parce qu'il a buté sur un certain nombre de réalités dont nous allons nous expliquer...

- YVES MOUROUSI.- Vous allez le tirer par les cheveux pour qu'il s'en sorte ?

- LE PRESIDENT.- Non, moi je fais confiance au peuple français. Il n'y a pas besoin de le tirer par les cheveux. Je m'adresse à sa raison, et parfois à son cœur.

- YVES MOUROUSI.- C'est assez étonnant, cette semaine, dans la presse, plusieurs de mes confrères l'ont remarqué, vous semblez disposer d'une énergie nouvelle, vous avez l'air d'incarner le titre du livre de Charles Pasqua "L'ardeur nouvelle".

- LE PRESIDENT.- Vous allez chercher un auteur qui en sera bien étonné. Ce qui est vrai, c'est que je me sens tout à fait dispos et disponible au service de la France. Vous savez, il n'y a rien de tel pour vous donner de l'énergie.\

YVES MOUROUSI.- Monsieur le Président, après dix minutes, pour commencer, je voudrais vous proposer de vous retourner : il y a un écran de télévision avec quelques noms d'inscrits. Il y en a 6, ce sont les 6 thèmes que je souhaite aborder. Voulez-vous choisir le premier ?

- LE PRESIDENT.- Je vois, au milieu, "Noël". La proximité de cette fête m'amène à le choisir.

- YVES MOUROUSI.- Parlons de Noël. Puisque nous parlons politique, tout de suite un petit regard sur notre environnement de Noël : il y a des guirlandes, c'est sûr, mais je ne sais pas si vous avez l'occasion de sortir de temps en temps. Il y a aussi l'environnement, en particulier

l'environnement urbain. Cela donne ceci sur les murs de la capitale et à travers les villes de France :

- (Projection d'un flash sur les affiches de la prochaine campagne des législatives).

- "Au secours, la droite revient".. C'est une campagne pour le Parti socialiste. Il paraît qu'il y aura 8000 panneaux qui auront été distribués à travers toute la France jusqu'au 20 décembre.

- Puis, l'ancien Président de la République qui semble avoir adopté aussi l'église et la force tranquille de la France tranquille...

- LE PRESIDENT.- J'ai vu cela, oui.

- YVES MOUROUSI.- Dites moi... c'est trop tôt ? C'est bon ? C'est mauvais ? Comment vous jugez cela, vous ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, nous sommes à moins de trois mois des élections législatives. Une campagne de cette importance se prépare. Je trouve cela normal.

- YVES MOUROUSI.- Mobiliser les Français pendant qu'ils pensent à leurs achats de Noël, pendant qu'ils s'aperçoivent aussi que, quelquefois, ils peuvent moins acheter que les autres années...

- LE PRESIDENT.- Il est possible que pendant les dix jours prochains - puisque nous avons commencé sur ce thème - les Français se désintéressent un peu de cette campagne électorale et d'une certaine façon, ils feront bien. Ils ont, en effet, beaucoup de problèmes. Ils se posent beaucoup de questions et, je le répète aussi, c'est bon de vivre parmi les siens, parmi les gens qu'on aime & cela repose un peu du reste.

- YVES MOUROUSI.- Avec des difficultés, bien souvent. Que pensez-vous de l'effort de solidarité si frappant depuis deux ans ? On pense à l'Abbé Pierre qui a "redébarqué" dans la vie publique française l'année dernière & on pense à des initiatives comme celles de France-Soir et de TF1 : Noël au coeur pour les enfants & on pense à Coluche et à ses "restaurants du coeur". Comment expliquez-vous cette vague de solidarité pour ces fêtes de fin d'année ?

- LE PRESIDENT.- On a vécu dans une telle rudesse, on a développé un tel pessimisme excessif, exagéré, souvent infondé, et, en même temps, il y a tant de malheurs individuels, il y a une certaine angoisse collective & je pense que cela a tout naturellement réveillé tout ce qui est, au fond, bon, solidaire, tout ce qui porte à aimer les autres et à les servir. De ce point de vue, l'Abbé Pierre, je le connais bien - cela fait longtemps que je le connais, c'est un homme admirable, ce que je dirai n'étonnera personne -, l'effort que fait Coluche actuellement, je le salue, c'est bien & je sais aussi qu'il a un coeur. Les autres aussi, je pense que c'est bien qu'ils fassent cela. Maintenant, il ne faut pas que cela se substitue à l'effort de la collectivité nationale, ou bien que cela se substitue à la loi. Il faut absolument que la collectivité publique, que l'Etat fasse adopter un certain nombre de lois qui n'obligent pas chaque individu à se transformer en assistante sociale.\

YVES MOUROUSI.- Quand même, les Français ont un peu moins d'argent cette année pour acheter des cadeaux à leurs enfants ?

- LE PRESIDENT.- Qu'est-ce que vous voulez dire par là ? Qu'il y a une baisse du pouvoir d'achat ?

- YVES MOUROUSI.- Oui.

- LE PRESIDENT.- Oui, il y a une baisse du pouvoir d'achat du salaire.

- YVES MOUROUSI.- Sans toucher l'épargne ?

- LE PRESIDENT.- L'épargne ne va pas si mal. Elle est mieux rémunérée actuellement, depuis que nous avons fait baisser l'inflation. L'inflation, lorsque je suis arrivé, était presque à 14 %, entre 13,5 et 14 %. C'était autant de moins sur les livrets d'épargne, cela partait, c'était perdu. Aujourd'hui, fin 1985, elle sera de moins de 5 %. Je pense donc que l'épargne, surtout l'épargne populaire - je pense au livret rose - va progresser & on va gagner, vraiment, à pouvoir épargner.

- C'est vrai, il faut savoir ce que l'on veut. Au fond, tout est choix. Nous avons décidé, parce que cela n'a pas été fait avant nous, ou bien parce qu'on a échoué avant nous, que l'adversaire à abattre était l'inflation, c'est-à-dire la permanente hausse des prix. Il fallait commencer par là, sinon - il faut bien s'en rendre compte - comment voulez-vous qu'une entreprise qui fabrique des

marchandises, des objets, les vende si c'est trop cher ou bien - c'est une autre question mais c'est très important - si ce n'est pas de qualité suffisante ?

- A partir de là, nous nous sommes battus sur le -plan de la concurrence. Bien entendu, il y a beaucoup d'entreprises qui sont remarquables, mais il n'y en a pas assez. Lorsqu'une entreprise fabrique des objets et qu'elle ne les vend pas parce qu'ils sont trop chers ou parce qu'ils n'ont pas tout à fait la qualité suffisante, que se passe-t-il ? On licencie ou bien on ferme, et si l'on ferme, cela fait encore plus de chômeurs.

- Donc, le B A BA oblige tout gouvernement responsable à combattre d'abord l'inflation, même si cela coûte cher, même si c'est dur. Il faut que les sacrifices soient supportés et ils sont supportables quand ils sont justement répartis, quand ce ne sont pas toujours les mêmes qui les font.\

` suite réponse `

- Alors, le principal, après avoir combattu l'inflation - c'est ce que nous faisons avec succès, un grand succès : nous sommes maintenant dans la moyenne de la Communauté européenne -, il faut moderniser notre industrie & il faut qu'elle soit absolument bourrée d'électronique. Il ne faut pas que les Japonais, les gens venus d'Extrême-Orient, les Américains nous enfoncez. Il faut moderniser et, pour cela, il faut former les hommes, les femmes qui travaillent...

- YVES MOUROUSI.- On va y venir.

- LE PRESIDENT.- On commence par cela. C'est souvent difficile parce que ce n'est pas compris & entre le moment où les vieux appareils industriels tombent par terre avec fracas, en livrant à l'abandon des centaines de milliers de travailleurs, et le moment où l'on voit renaître une industrie, il se passe un certain temps. Nous sommes dans cette période. Mais, je suis sûr que les Français ont du bon sens et qu'ils comprennent.

- YVES MOUROUSI.- Vous empiétez un peu sur quelques questions que je voulais vous poser dans un autre chapitre, celui du "travail"...

- LE PRESIDENT.- Vous dites que le pouvoir d'achat a baissé, je vous explique le principal.. Je ne veux pas vous ennuyer avec des chiffres, ni ennuyer ceux auxquels je m'adresse, mais ce qu'on appelle le revenu disponible des ménages, ce qui leur reste une fois qu'ils ont reçu ce qu'ils peuvent recevoir, les salaires, les prestations sociales, qu'ils ont dépensé ce qu'ils peuvent dépenser : les impôts en particulier, les cotisations sociales, depuis quatre ans, au total, le compte est positif tandis qu'en Allemagne, il est négatif, on n'a donc pas si mal géré que cela...\

YVES MOUROUSI.- A propos d'impôts, on continue à renverser le courant. Vous disiez à Emmanuel de la Taille, dans un "Enjeu", un jour : pour avancer, pour inverser la vapeur, vous pouvez compter sur ma volonté.

- LE PRESIDENT.- Cela va se traduire par une diminution d'environ 6 milliards de la masse fiscale et comme nous avons commencé l'an dernier avec ...

- YVES MOUROUSI.- 5 % de moins en 1984, 3 % de moins en 1985. 1986 ? 1987 ?

- LE PRESIDENT.- Nous ferons moins cette année que l'an dernier parce qu'il y a une mesure incompressible, mais nous ferons quand même une diminution des impôts.

- YVES MOUROUSI.- On le saura comment ? Quand ?

- LE PRESIDENT.- On le saura maintenant...

- YVES MOUROUSI.- Dites moi combien ?...

- LE PRESIDENT.- Comment ?

- YVES MOUROUSI.- Sur combien de diminution vous comptez à peu près ?

- LE PRESIDENT.- On ne va pas s'embarquer là-dedans. Je pense qu'il peut y avoir une diminution d'environ 3 %.

- YVES MOUROUSI.- De toute façon, c'est une précision...

- LE PRESIDENT.- Cela dépend de quel impôt on parle... vous comprenez, moi je pense à l'impôt sur le revenu...

- YVES MOUROUSI.- Bien sûr, c'est ce qui intéresse dans le chapitre "Noël"...

- LE PRESIDENT.- Parlons de l'impôt sur le revenu...

- YVES MOUROUSI.- On parlait de la solidarité tout à l'heure...

LE PRESIDENT. M. Mourousi, le chapitre "Noël" sera publié dans le numéro 17

- LE PRESIDENT.- Vous savez qu'on rembourse l'emprunt obligatoire... c'est quelques 1 / milliards...

- YVES MOUROUSI.- Cela tombe bien en 1986...

- LE PRESIDENT.- C'était la fin de l'échéance. On avait dit trois ans. Cela finissait en juin ou juillet. Si on ne l'avait pas fait, qu'est-ce qu'on aurait entendu dans la période qui précède les élections ! Il valait mieux le faire avant qu'après !\

YVES MOUROUSI.- Monsieur le Président, je voudrais revenir avant cela : nous sommes en 1985, on a parlé de solidarité tout à l'heure, de la solidarité à propos de ces fêtes de Noël, mais en général, et je voudrais vous ramener quelques années en arrière.

- C'était en 1981. Vous vous souviendrez très bien de ce débat, c'était un face à face à la télévision et vous parliez déjà, à ce moment-là, du chômage et des prévisions concernant ce chômage si vous étiez élu. Souvenez-vous : 1981.

- (Passage d'un extrait du face à face télévisé de M. Mitterrand et M. Giscard d'Estaing, le 5 mai 1981).

- YVES MOUROUSI.- Vous regrettez ce ton si dur vis-à-vis de Valéry Giscard d'Estaing à l'époque ?

- LE PRESIDENT.- Non, je crois que c'était une analyse exacte, je pense que ce qui avait été fait ne suffisait pas à compenser la crise. Et je continue de penser que si j'ai pu dire cela, c'est parce que la totalité des experts avait été exagérément optimiste. Dans les deux premières années de ma Présidence, on avait vécu autour de moi - les experts, de quelque bord qu'ils fussent - dans l'idée que la croissance allait vite revenir. Cela ne s'est pas produit, et je dois dire que ne supposais pas un tel délabrement de notre appareil industriel. Je l'ai constaté à mesure £ il a tout de suite fallu affronter la crise du textile, que nous avons sauvé, de justesse £ j'ai pu apercevoir la naissance de la crise de l'automobile. J'ai vu également la disparition de tout ce qui pouvait nous servir de machines-outils. Bref, notre appareil était très délabré.

- Et il a fallu qu'on retrousse les manches au cours des années 1982 et surtout 1983, pour réparer tous ces dommages. Cela dit, et même si en vérité les raisons de ce chômage ne sont pas près de disparaître, il n'empêche qu'en 1985 avec le gouvernement de Laurent Fabius, c'est la première année que le chômage diminue depuis 1973. C'est quand même un résultat.

- YVES MOUROUSI.- Qui continue à vous coûter cher.

- LE PRESIDENT.- Il coûte cher à la nation en effet.\

YVES MOUROUSI.- La protection sociale, c'est un sujet dont on parle beaucoup, quelles sont vos intentions dans la campagne ?

- LE PRESIDENT.- Qu'est-ce que vous voulez dire par protection sociale ? Il existe déjà une protection sociale.

- YVES MOUROUSI.- Il y a des théories, vous savez bien, on réduit la protection sociale, on la maintient, que fait-on ?

- LE PRESIDENT.- Le gouvernement a très bien géré le problème de la Sécurité sociale, il faut le dire, aidé par les administrateurs de cette Sécurité, qui sont souvent des gens remarquables et sérieux. C'est vrai que nous avons réussi à équilibrer pendant plusieurs années, ce qui n'était pas si commode.

- Je suis tout à fait hostile à toute mesure ou toute manoeuvre qui serait -entreprise, que l'on aperçoit dans les programmes de l'opposition, qui veulent organiser une sorte de débrouillardise individuelle, que chacun s'arrange, que chacun se tire d'affaire comme il pourra. Il faut absolument préserver, sauver la Sécurité sociale, sur la base de ce qui a été accompli depuis 1945.\

YVES MOUROUSI.- Quand André Bergeron parle de 3 millions de chômeurs actuellement, c'est trop...

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, monsieur Mourousi, on discute de ces chiffres, et quelquefois cela me peine ou me choque parce qu'enfin, est-ce qu'il s'agit de discuter entre honnêtes gens ou pas ? Le chiffre d'1700000 que j'ai reçu en héritage en 1981 était établi sur un certain nombre de critères, par un certain nombre de personnes qui sont des spécialistes.

- Ces critères sont les mêmes. et la plupart de ces personnes sont les mêmes. Si le chiffre

... chiffres sont les mêmes, et la plupart de ces personnes sont les mêmes. Le chiffre d'aujourd'hui, 2360000, n'est pas exact, alors le 1700000 de 1981 ne l'est pas non plus. Il faut donc considérer que les données, qui nous sont fournies par l'administration ou par les organismes spécialisés, sont calculées honnêtement. En tout cas, elles s'appliquaient aux autres comme elles s'appliquent à nous. Et la façon que l'on a de dire qu'il y a en réalité plus de chômeurs que nous n'en annonçons est tout à fait désagréable. Nous sommes des gens honnêtes.\

YVES MOUROUSI.- Monsieur le Président, je vous demanderai de choisir un autre mot dans cette liste. Qu'est-ce que vous choisissez, France, travail, demain ?

- LE PRESIDENT.- Dans la logique de ce que nous disions, c'est le mot travail qui s'impose.

- YVES MOUROUSI.- Le mot travail.. J'ai pris un grand débat de la campagne de 1981. Je voudrais en retirer une phrase. J'ai été parmi ceux qui vous interrogeaient à l'époque. Vous disiez, à propos de votre programme : "tout notre dispositif repose sur le fait que j'entends relancer la croissance et tenter de reconquérir notre marché intérieur". Vous avez l'impression de faire aujourd'hui ce que vous souhaitiez en 1981 ?

- LE PRESIDENT.- Nous l'avons fait de plus en plus. Quand nous avons relancé la croissance, nous nous sommes trouvés en porte à faux à cause de cette annonce exagérément optimiste des experts.

- Mais il ne faut pas oublier de quoi était composée cette croissance. Ce furent des augmentations utiles : allocations familiales, personnes âgées, handicapés. Nous avons apporté un mieux être social. Alors qu'en 1975 une relance infiniment plus importante avait été décidée par le gouvernement et par le Président de la République de l'époque, on n'avait rien fait sur le -plan de l'objectif social. Eh bien, moi, je ne regrette pas d'avoir aidé les familles, d'avoir aidé les personnes âgées, d'avoir aidé les handicapés. Je pourrais continuer la liste, mais je ne veux pas être trop long. Je pense que c'était une saine relance.

- Cela dit, quand cela a été accompli, il a fallu serrer la vis. C'est ce que nous avons fait. C'est ce qu'on a appelé la rigueur et je crois que la France s'en porte mieux.\

YVES MOUROUSI.- Vous avez lu le livre de Jacques Delors ?

- LE PRESIDENT.- Oui, je l'ai lu naturellement.

- YVES MOUROUSI.- C'est un livre de -cohabitation avec mon confrère Philippe Alexandre, ce qui tend à prouver qu'on peut de temps en temps vivre ensemble - nous y reviendrons peut-être dans un autre chapitre. Les auteurs considèrent que toutes les grandes périodes d'expansion sont de grandes périodes de révolutions, révolution industrielle, révolution automobile, révolution de la consommation. Quelle révolution possible aujourd'hui pour le travail ?

- LE PRESIDENT.- Vous voulez dire adapter...

- YVES MOUROUSI.- De façon à adapter le travail à la révolution industrielle.

- LE PRESIDENT.- Il y a eu la révolution de la vapeur autrefois, de l'électricité à la fin de l'autre siècle, et maintenant c'est la révolution de l'électronique.

- YVES MOUROUSI.- Entre temps il y a les biens de consommation, l'électroménager, etc...

- LE PRESIDENT.- Les conditions de travail changent de plus en plus. Vous avez des machines qui se substituent aux muscles de l'homme et désormais à sa mémoire et à son jugement. Cela va beaucoup plus vite, il y a aussi de l'automatisation, les robots. Peu à peu la spécialisation, la formation, le savoir-faire deviennent indispensables pour être un travailleur compétent.

- C'est pourquoi les conditions de travail, l'aménagement du travail, tout cela doit changer aussi. Il faut faire travailler les machines davantage. Faire travailler les hommes, les femmes davantage ? Non, ce n'est pas nécessaire, mais il faut que la rentabilité de leur action soit plus forte.

- YVES MOUROUSI.- Par exemple en ce qui concerne l'organisation du temps de travail, la flexibilité, dont on a beaucoup parlé ces derniers temps...

- LE PRESIDENT.- Pour l'instant, il s'agit d'une loi qui est en discussion, qui touche à l'aménagement du temps de travail et on fait dire à cette loi ce qu'elle ne dit pas, par exemple sur l'organisation du travail le dimanche. Il n'en est pas question. Mais c'est tout simplement une façon pour nous de valider ce qui pourrait être entendu par voie de convention collective entre patronat et travailleurs, dans certaines branches.

- YVES MOUROUSI.- Pourquoi l'organiser au niveau suprême, au niveau de la loi, plutôt que de laisser les gens s'entendre entre eux ?

- LE PRESIDENT.- Réflexion de bon sens.. Je suis pour qu'au maximum ce soit contractuel, que chacun s'arrange, je veux dire que les groupes sociaux organisés, syndicats, s'arrangent, discutent entre eux.

- YVES MOUROUSI.- Cela marchait bien dans les entreprises françaises.

- LE PRESIDENT.- Dans cette affaire, non, cela a mal marché, et le besoin est tel que le gouvernement a jugé nécessaire d'intervenir. D'autre part, il existe des lois, des lois déjà anciennes, et parfois il faut les réformer. On ne peut les réformer que par une autre loi, c'est l'explication.\

YVES MOUROUSI.- Monsieur le Président, je voudrais aussi vous dire, vous avez certainement lu le numéro spécial de "L'Expansion" où quelqu'un qui doit vous être proche, M. Saint Geours dit, en analysant les maux de notre économie : "En définitive, elle ne va pas si mal, au niveau des petites et moyennes entreprises, on arrive à du positif, mais malheureusement quand on fait le bilan global, tout est cassé par les grosses entreprises, l'automobile, la sidérurgie, qui compte tenu de leur déficit, font que dans le bilan global ce sont les petits qui trinquent".

- LE PRESIDENT.- On va surtout dire : les industries traditionnelles fondées sur une très grande masse de travailleurs, l'industrie lourde généralement, le traditionnel... C'est aussi, en dehors de l'automobile, le textile, la métallurgie, la sidérurgie... c'est vrai que ces industries traditionnelles en France ne se sont pas modernisées à temps.

- Vous prenez la sidérurgie. Pendant que nous fabriquions tel ou tel produit qui se vendait mal, les Japonais, un certain nombre de pays d'Extrême-Orient produisaient à bas prix, et inondaient le marché. Nous étions condamnés à disparaître. Ce qui a été fait par le gouvernement a été très utile. Il nous reste une sidérurgie qui, désormais, est compétitive.

- C'est aussi ce qu'on a fait pour le textile avec le plan Dreyfus. Il faut imaginer qu'en 1980, c'était perdu. Le textile était fini en France. Alors, on a pris des dispositions industrielles, on a pris des dispositions sociales. Cela nous arrivait de Hong-Kong, cela nous arrivait de Taïwan, de partout, vous le savez bien, des chemises, des mouchoirs, des chaussettes. On n'était pas capable de supporter ces arrivages massifs en France. Aujourd'hui, il existe des entreprises que je connais, à Bordeaux ou dans les environs de Clermont-Ferrand, qui vendent des chemises et des mouchoirs à Hong-Kong ou à Taïwan.

- Voilà le changement qui s'est produit.

- YVES MOUROUSI.- Vous avez aussi la Communauté économique européenne, l'Allemagne par exemple, vend des petites culottes marquées made in Germany, alors qu'elles ont été faites à Taïwan.

- LE PRESIDENT.- C'est de la fraude. Il y a un certain nombre de navires qui croisent vers les côtes des pays européens, sur l'Atlantique et la mer du Nord, à la limite, c'est difficilement cernable. Tout d'un coup, ils deviennent allemands - mais je ne veux pas accuser l'Allemagne -. Ou ils deviennent hollandais, comme ils pourraient devenir français. C'est de la fraude. Mais on ne peut pas accuser les Etats de la Communauté européenne de favoriser ces méthodes, ce serait injuste.\

YVES MOUROUSI.- A propos de travail et ce sera ma dernière question, après, on passera à un autre sujet - une chose qui me paraît étonnante aujourd'hui, lorsqu'on regarde à peu près toute la presse, "France-soir magazine", "Figaro Magazine", "Le Matin", toute la presse quotidienne, hebdomadaire, mensuelle, on s'aperçoit qu'il y a, à peu près partout, une rubrique qui s'appelle "les gagnants", "réussir", vantant les mérites de l'initiative individuelle.

- LE PRESIDENT.- Ils ont raison.

- YVES MOUROUSI.- Alors, c'est l'initiative individuelle ? C'est l'initiative individuelle ou l'initiative collective ? Qu'est-ce qu'il faut choisir ?

- LE PRESIDENT.- Mais la France gagne pour l'instant. C'est devenu un slogan. J'ai l'air de le répéter, mais c'est ma conviction profonde, la France gagne. Bien entendu, nous sommes là, gouvernement, Président, Parlement, pour essayer de contribuer à ce qu'elle gagne. Elle gagne

par la qualité de ses travailleurs. On dit toujours : "Bon, on ne travaille pas". Elle gagne par la qualité de nos travailleurs. Et si, quelquefois - et c'est le cas - je suis fier des résultats de l'action que je mène, c'est surtout parce que je suis fier des Français.

- Passons là-dessus : des gens qui gagnent, qu'on met en vedette, c'est bien. Voici pourquoi c'est bien. C'est comme dans le sport : lorsqu'il y a des sportifs de haut niveau qui battent des records du monde ou gagnent aux Jeux olympiques, aussitôt toute une jeunesse s'enflamme et essaie de suivre le modèle. C'est une bonne chose.

- Je me souviens.. Permettez un souvenir personnel.

- YVES MOUROUSI.- Rapide.

- LE PRESIDENT.- Il sera rapide mais enfin, tout de même, vous m'interrompez assez souvent vous-même, c'est ce qui est intéressant, après tout. Quand j'étais enfant, j'étais à Jarnac, en Charente. C'est le pays de ma famille, mon pays. Une équipe de Cognac, je crois que c'est en 1924, je ne suis pas très sûr, est arrivée en demi-finale des Jeux olympiques en aviron. Et, d'un seul coup, tout le long de cette rivière paisible de la Charente, les clubs sont nés, ont fleuri et prospéré. Tout le monde - j'en ai fait moi-même - a fait de l'aviron. Cet exemple est sain.

- Sur le -plan de l'industrie, les gens qui réussissent servent de modèle. Ce n'est pas si mal.

- YVES MOUROUSI.- C'est une société "eux ou les autres" ou "eux et les autres" ?

- LE PRESIDENT.- Eux et les autres.\

YVES MOUROUSI.- Monsieur le Président, si vous voulez, vous me choisissez un des quatre derniers mots qui restent.

- LE PRESIDENT.- Diable ! Demain.

- YVES MOUROUSI.- Demain, vous aurez quel âge en l'an 2000 ?

- LE PRESIDENT.- 84 ans.

- YVES MOUROUSI.- Moi, j'en aurai 58. Pour parler de demain, il y a quelqu'un directement concerné par l'an 2000 et qui, lui, aura 29 ans exactement. J'ai demandé à quelqu'un dont la presse a beaucoup parlé. Tous les journaux ont parlé de lui. Je ne vous avais pas prévenu. Je n'ai prévenu personne, sauf lui. Je crois que sa mère le sait. Il a quatorze ans et demi. Toute la presse a parlé de lui récemment parce qu'on médiatise énormément en ce moment. Il s'appelle Cyrille. Son père est photographe de publicité, sa mère fait de la biologie, je crois.

- Ecoutez, vous avez le Président de la République en face de vous.

- CYRILLE.- Voilà, monsieur le Président, moi j'aurai donc 30 ans l'an 2000. Comme Yves Mourousi l'a dit, vous comprendrez donc que je m'intéresse plus à cette période là qu'à mars 1986 ou au printemps 1988.

- Je vais donc vous poser des questions sur le futur, mais aussi des questions qui intéressent ma génération.

- Je commencerai par l'enseignement, puisque, comme l'on dit, la première richesse est dans l'homme. Je désirerais savoir comment vous comptez atteindre l'objectif annoncé par le gouvernement d'avoir 80 % de bacheliers.

- LE PRESIDENT.- D'abord en sachant ce que comprendra le baccalauréat. Nous avons réveillé un certain nombre de disciplines qui étaient peut-être un peu oubliées : l'histoire ou la philosophie. Je crois qu'on doit connaître son histoire, l'histoire de son pays et le reste. J'ai employé cette expression un jour - elle n'est pas de moi d'ailleurs - : l'histoire est révolutionnaire, à ceux qui n'iaient l'importance du passé. Premier point.\

` Suite réponse sur le baccalauréat `

- Deuxième point : l'on enseigne aux jeunes les grandes techniques modernes. D'où, par exemple, une initiative comme "l'Informatique pour tous" qui fait qu'à la fin de l'année, il y aura quelque 120 ou 150000 micro ordinateurs dans toutes les écoles. Je crois que c'est très important que l'école, en particulier l'école publique, celle sur laquelle je puis avoir une influence - en réalité, celui qui agit, c'est M. Chevènement, le ministre de l'éducation nationale - par la régularité des cours, par l'intérêt, par le fait que tous les parents sont de plus en plus mêlés à la décision sur les programmes, sur la suite des études, puisse créer un esprit nouveau. Il faut qu'on ait envie de réussir. C'est une question plus morale qu'intellectuelle.

- YVES MOUROUSI.- Monsieur le Président, ie ne suis pas extérieur au débat. J'essaie de mettre

... LES PRESIDENTS. - Monsieur le Président, je ne suis pas intervenu au début de votre séance de mettre les choses dans l'ordre. Je vous signale que Cyrille, aujourd'hui, depuis quatre ans je crois, possède des ordinateurs. Donc, inutile de lui parler de l'Informatique pour tous, il est en plein dedans.

- LE PRESIDENT.- Il me demande ce qui sera utile.

- YVES MOUROUSI.- Il est dedans.

- LE PRESIDENT.- Il ne l'a pas dit encore.

- CYRILLE.- Je suis dedans effectivement, je désirerais savoir ce que vous pensez. Le plan "Informatique pour tous", c'est un petit peu juste au niveau du budget, par exemple, pour avoir suffisamment d'ordinateurs dans les écoles. Est-ce que les ordinateurs que l'on met dans les écoles actuellement ne sont pas technologiquement dépassés ?

- LE PRESIDENT.- On en a beaucoup discuté. C'est un sujet qui m'intéresse, mais enfin c'est le ministre qui décide. J'ai rencontré plusieurs grands industriels en matière d'informatique, j'ai rencontré les dirigeants de Apple, en particulier ils faisaient valoir que leurs appareils seraient, comme ils disent, plus performants que ceux qui venaient de chez Thomson en France. Mais je crois que le ministre et le gouvernement ont conclu - je pense qu'ils ont eu raison - que les appareils qui ont été retenus étaient plus adaptés à la pédagogie pour commencer l'apprentissage de l'informatique.

- Quant à dire que c'est un peu juste, 120000, en réalité, avec l'effort déjà accompli par l'éducation nationale, cela veut dire qu'il y a environ 200000 micro ordinateurs, 100000 dans les écoles primaires, 50000 dans les collèges, 50000 dans les lycées. Ce n'est pas suffisant, mais c'est mieux que rien. Avant c'était rien. Voilà ce que je voulais vous dire.

- CYRILLE.- Parlons un peu de l'Europe.

- LE PRESIDENT.- Permettez-moi de vous interrompre sur ce problème là...

- YVES MOUROUSI.- N'en profitez pas trop, parce que je lui ai donné dix minutes.

- LE PRESIDENT.- Vous ne m'aviez rien dit de tout cela. Je voulais simplement dire que l'on va former - c'est très important, cela vous intéressera - des ingénieurs en logiciels et j'ai demandé que l'on puisse en former 300000 et déjà des régions comme Marseille, Nice, Montpellier, Toulouse vont démarrer également, ce serait intéressant.\

CYRILLE.- Est-ce qu'on peut parler de l'Europe technologique et économique ? Je désirerais avoir deux informations là-dessus.

- Il y a le plan Eurêka, j'aimerais savoir en quelque sorte si ce plan Eurêka n'est pas simplement un ensemble de conférences où l'on discute beaucoup. Par exemple, moi, si je veux entrer dans le plan Eurêka, comment vais-je faire ?

- LE PRESIDENT.- Le plan Eurêka, j'en suis l'initiateur, je suis donc qualifié pour répondre. Le plan Eurêka c'est une tentative pour grouper les pays de l'Europe, d'abord ceux de la Communauté, mais aussi d'autres. Par exemple, aujourd'hui, Eurêka ce n'est pas simplement les douze pays de la Communauté européenne, c'est dix huit, en plus il y a la Norvège, la Suède, l'Autriche, que sais-je encore. Ces pays se sont associés de façon à donner un élan par les Etats, par les pays. Mais Eurêka en réalité, ce sont des associations d'entreprises. On dit aux entreprises qui font à peu près la même chose : "arrangez-vous, entendez-vous, décidez des programmes, dans tous les domaines", il y a Philips en Hollande, Siemens en Allemagne, il y a en France Thomson et la CGE.

- CYRILLE.- Deux sociétés nationalisées ...

- LE PRESIDENT.- ... entre lesquelles nous avons réparti les tâches, c'est pourquoi la CGE - elle l'était déjà - c'est pourquoi Thomson, sont aujourd'hui des sociétés prospères.\

CYRILLE.- D'accord. Encore une question : Hermès, qui fait partie plus ou moins d'Eurêka, où en est cet avion spatial ? On se demande aussi s'il ne s'agit pas de la même chose, d'une mini navette, dix ans après les Américains.

- LE PRESIDENT.- C'est autre chose quand même, Hermès, c'est une idée à laquelle je tiens beaucoup, Hermès sera lancé quand Ariane en sera à son numéro 5 : Ariane 5. Cette fusée a été lancée douze fois, trois échecs et neuf réussites.

- Hermès c'est plutôt d'abord, je crois, un avion dans l'atmosphère et cela devient un objet

spatial au-delà de l'atmosphère. C'est en somme un avion qui va pouvoir rejoindre les satellites, aller d'un satellite à l'autre, réparer, revenir sur la terre et repartir par Ariane, faire le circuit.

- C'est quand même une technique et une capacité tout à fait différentes de celles qu'ont accomplies les Américains il y a dix ans. Mais je reconnais que la technique américaine nous sert.

- YVES MOUROUSI.- Monsieur le Président, avant la question de Cyrille on a vu les images d'Hermès, pendant que vous parliez on a vu également Ariane, on a vu aussi quelques images d'Airbus, on a vu une réunion d'Eurêka. Est-ce qu'on peut tout faire à la fois ?

- LE PRESIDENT.- On peut tout faire à la fois. Mais une question m'a été posée qui m'a intéressé. Où en est la France avec Hermès ? Eh bien elle s'est adressée à ses partenaires européens. Certains hésitent, c'est le cas de l'Allemagne actuellement. Mais nous avons pu réunir déjà 90 % du capital, et de toutes façons la France fera Hermès.

- YVES MOUROUSI.- D'accord. Pour Marie-France Garaud, si la France fait Hermès toute seule, ce sera Concorde.

- LE PRESIDENT.- Non, elle ne le fera pas toute seule car déjà des accords sont acquis avec un certain nombre de pays. Mais je souhaiterais que l'Allemagne - d'ailleurs je vois le Chancelier Kohl après-demain ici, à Paris - finisse par se joindre à ce programme. C'est l'Europe qu'on fait pour l'instant, c'est l'Europe de la technologie.\

CYRILLE.- Dans l'espace, toujours le projet américain de Guerre des étoiles très cher au Président Reagan, pourquoi la France le refuse-t-elle alors qu'une autre partie de l'Europe l'accepte ? Je désirerais savoir quelle est la politique exacte de la France dans ce domaine.

- LE PRESIDENT.- Quand j'ai rencontré le Président Reagan, qui m'en a parlé pour la première fois directement à Bonn, au cours d'un sommet des pays industriels, c'était dans la première moitié de l'année `3-4 mai 1985`. Il m'a expliqué qu'il souhaitait que la France puisse participer à cette IDS, Initiative stratégique de défense, comme une sous-traitante. Ce sont des satellites tout autour de la terre qui vont surveiller notre planète et qui interviendront de telle sorte qu'ils pourront, par des moyens non nucléaires, notamment les lasers, détruire dès leur envol les missiles qui pourraient venir d'ailleurs pour déclencher une guerre. Ceci à des fins militaires.

- A ce moment-là il y avait une conférence qui avait lieu à Genève - elles ont toujours lieu à Genève, on a vu M. Reagan et M. Gorbatchev s'y retrouver - qui avait déjà cela à son programme. Personnellement, je pense qu'il valait mieux laisser pousser la discussion entre les deux plus grands empires avant de décider unilatéralement de s'engager dans ce programme.

- Quant à la France, je pense qu'elle doit d'abord se tourner du côté de l'Europe pour tenter de fonder une stratégie spatiale, à des fins civiles, le cas échéant à des fins militaires, cela reste à voir. Mais, bien entendu, la France le peut dans son domaine, mais l'Europe n'est pas encore en - état politique de se lancer dans de telles vues planétaires.

- La France, c'est le pays pour l'instant qui lance des idées, qui commence les projets. Nous avons aussi des ambitions spatiales. Je demande qu'il y ait des satellites d'observations. Mais l'IDS, pour faire de la sous-traitance.. Ce sont les Etats-Unis qui, paraît-il décideront de tout. Qu'est-ce qu'ils vont commencer ?

- YVES MOUROUSI.- Une centaine d'entreprises françaises, monsieur le Président, courent déjà après les contrats.

- LE PRESIDENT.- Les entreprises vendront ce qu'elles voudront à qui leur achètera, je ne suis pas là comme un Père Fouettard qui empêche les industries françaises de travailler. Mais je refuse de m'insérer dans un plan militaire spatial qui en réalité ne fera qu'aggraver la situation, la tension internationale et qui placera la France en situation subalterne. Je le refuse, c'est tout. Voilà la raison, elle est aussi simple que cela.\

CYRILLE.- Je désirerais savoir si l'Europe et la France n'ont pas de temps à autre des vues au jour le jour et si vous pensez vraiment à nous qui serons là en l'an 2000. Par exemple le problème du beurre. Pour préserver les excédents laitiers européens, on stocke chaque année des milliers de tonnes de beurre. Je désirerais savoir ce que vous pensez que nous, en l'an 2000, nous ferons de ces milliers de tonnes de beurre. Est-ce qu'en tout cas les Français et les Européens vont se mettre à manger du beurre dix fois plus qu'avant ?

- LE PRESIDENT.- Je peux vous dire que les pays d'Europe, les dix pays, à l'époque il n'y avait pas les 12, produisaient, au début de l'année 1985, 105 millions de tonnes de lait et qu'ils n'en vendaient à l'extérieur que 85 millions. Donc on stockait. On payait d'abord aux agriculteurs leurs garanties et on stockait 20 millions de tonnes. C'est absurde ! D'où les quotas laitiers qui ont vraiment provoqué des mécontentements dans la masse agricole. Mais il faut quand même comprendre qu'on ne peut pas en effet fabriquer à perpétuité des produits qui ne sont pas consommés. Donc il faut peut-être un peu plus d'intelligence, un peu plus de cohérence et un peu plus de volonté pour que vous n'ayez pas à placer je ne sais où, en tout cas pas dans votre organisme, les millions de tonnes de beurre qui seraient disponibles. Il faut peut-être penser au tiers-monde aussi... \

YVES MOUROUSI.- Je voulais que Cyrille vous en parle. Il a 14 ans et demi, et lorsque nous avons parlé il y a de cela 48 heures ensemble, il regrette énormément de ne pas pouvoir fonder sa propre entreprise. Et il serait en mesure de le faire, d'après ce qu'il dit, non ?

- LE PRESIDENT.- C'est intéressant !

- CYRILLE.- Oui, mais mon principal problème, c'est que je ne peux pas à 14 ans et demi fonder une entreprise puisque je n'ai pas la majorité, pas la vôtre mais la mienne, celle d'avoir 18 ans pour fonder ma propre entreprise.

- LE PRESIDENT.- Il faut dire quand même que vous êtes un cas assez spécial, et certainement assez remarquable. Je ne veux pas vous faire de compliments, c'est comme cela. Mais on ne peut pas quand même décréter que les jeunes de 14 ans cesseront par exemple d'aller à l'école !

- CYRILLE.- Ne plus aller à l'école, éventuellement...

- YVES MOUROUSI.- Il est formidable, il fabrique des logiciels.

- LE PRESIDENT.- Oui, c'est le cas particulier. On peut l'examiner.

- YVES MOUROUSI.- Il y a des centaines de clubs d'informatique en France, il y a des centaines de jeunes, des milliers de jeunes qui s'intéressent à l'informatique.

- LE PRESIDENT.- On peut voir de quelle façon on peut passer du stade scolaire au stade du chef d'entreprise, moi je veux bien. Vous savez bien que nous avons accordé beaucoup de crédits pour la recherche. Vous avez plus de moyens aujourd'hui, il y a plus de moyens dans les laboratoires. Mais quant à fonder une entreprise, je veux bien examiner ce cas. Je vous souhaite bonne chance.

- CYRILLE.- C'était une allusion à ce que disait M. Mourousi tout à l'heure, qu'il fallait aussi avoir des gens qui puissent entraîner les autres.

- LE PRESIDENT.- C'est vrai. C'est pourquoi le cas que vous me citez, qui est le vôtre, a certainement beaucoup intéressé ceux qui nous écoutaient. Il m'intéresse beaucoup moi-même.

- CYRILLE.- Merci beaucoup, monsieur le Président.

- LE PRESIDENT.- Vous aurez combien en l'an 2000 ?

- CYRILLE.- trente ans.

- LE PRESIDENT.- Et moi j'en serai à 84. C'est cela, le fil de la vie.

- CYRILLE.- Et on aura peut-être beaucoup de beurre à manger.

- YVES MOUROUSI.- Et certainement beaucoup d'ordinateurs à fabriquer. \

YVES MOUROUSI.- Monsieur le Président, il nous reste trois sujets et quelques minutes. On a déjà beaucoup abordé les questions qu'il y avait dans les autres dossiers. Qu'est-ce que vous choisissez maintenant, après ce "demain" ?

- LE PRESIDENT.- Si on parlait de la France ?

- YVES MOUROUSI.- Oui. La France, c'est qui aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- La France, c'est qui ?

- YVES MOUROUSI.- Oui.

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas une abstraction, c'est 55 millions de Français qui vivent dans un beau pays chargé d'histoire et d'avenir.

- YVES MOUROUSI.- Et les Français qui s'affrontent ?

- LE PRESIDENT.- Des Français qui sont souvent divisés : il ne faut pas confondre. Nous vivons en démocratie, c'est heureux, ils ont quand même bien le droit de s'assembler pour combattre sur des idées ou des programmes à la condition de savoir ensemble s'unir, se rassembler

sur des idées ou des programmes, à la condition de savoir ensemble s'en aller, se rassembler, s'aimer lorsque c'est leur sort commun qui se trouve en jeu.

- YVES MOUROUSI.- Et pourtant vous le vivez au quotidien, comme nous, les journalistes, les intolérances éclatent bien souvent dans tous les bords.

- LE PRESIDENT.- C'est sûr.

- (Extrait du film sur M. Le Pen)

- YVES MOUROUSI.- Vous avez reconnu des images.

- LE PRESIDENT.- "Mitterrand, fous le camp" ! C'est une rime, mais enfin c'est une rime pauvre.

- YVES MOUROUSI.- EN tout cas on a vu les images de ces intolérances.

- En ce qui concerne les immigrés, vous avez vu récemment un sondage qui vous a peut-être surpris, non ? Pour 8 Français sur 10, la présence des immigrés n'est pas gênante dans leur vie quotidienne, si l'on en croit ce sondage de Louis-Harris, dans "La Vie catholique". Cela vous a étonné, ce chiffre, alors qu'on parle sans arrêt dans toutes les campagnes, quel que soit le bord politique, de ce qui sera le thème principal des élections à venir ?

- LE PRESIDENT.- Oui, c'est peut-être un peu surprenant, si l'on en juge par tout ce que l'on entend chaque jour, mais c'est vraiment très rassurant...

- YVES MOUROUSI.- C'est le décalage entre le microcosme politique et la rue en France...

- LE PRESIDENT.- C'est bien possible... ce décalage, je l'aperçois tous les jours, même sans vouloir le mettre en cause, mais si je devais agir en fonction de la lecture des journaux ou des informations, j'y perdrais la tête !\

YVES MOUROUSI.- A propos des immigrés et du droit de vote en France, on avance ou on ne bouge pas ?

- LE PRESIDENT.- Il y a là un problème qui est de caractère constitutionnel. J'ai souhaité, depuis longtemps, que les immigrés, pour des raisons que je veux dire très rapidement, que les immigrés qui sont là depuis cinq ans, qui ont un contrat de travail, puissent voter aux élections municipales. Cela, je le souhaite parce que je considère - c'est ma raison - que tout être humain en âge de réfléchir, donc en âge d'être citoyen, doit pouvoir donner son avis sur ce qui touche à sa vie quotidienne. La rue, le téléphone, l'électricité, le logement, c'est la vie quotidienne. Il devrait pouvoir donner son avis. Ce n'est pas possible. La difficulté tient au fait que les conseillers municipaux votent pour les élections sénatoriales, que des étrangers n'ont pas le droit de voter pour le Parlement, etc.

- Je dois dire aussi que les moeurs ou les habitudes de pensée des Français ne permettraient pas de hâter cette réforme. J'en reste partisan.

- YVES MOUROUSI.- Vous verrez quelque chose avant les Législatives ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, c'est assez mal vu, ce que je dis là, par beaucoup de gens...

- YVES MOUROUSI.- Apparemment moins qu'on ne pourrait penser, d'après ce sondage...

- LE PRESIDENT.- Moins, mais je n'ai pas attendu de connaître ce sondage pour le dire. On pouvait penser que l'opinion des Français allait plutôt en sens contraire. Mais je le dis quand même parce que c'est mon devoir et parce que c'est ma conviction.

- YVES MOUROUSI.- Malgré cette initiative possible, la France garderait son identité et les Français garderaient leur identité ?

- LE PRESIDENT.- Je vous ai dit qu'il y avait 55 millions de Français. Il y a peut-être 4 millions d'étrangers. Beaucoup sont venus de leur plein gré & d'autres, on est allé les chercher. Et, si l'on raconte toute l'histoire de France, surtout au cours des deux derniers siècles, depuis la Révolution française - il y a des exemples antérieurs naturellement - on observe que beaucoup de nos grands hommes, beaucoup de ceux qui ont marqué notre histoire, beaucoup de ceux qui ont fait la France, n'étaient pas à l'origine des Français. Nous sommes un formidable pays pour cela. Toutes celles et ceux qui viennent ici épousent très vite la réalité de la France et nous apportent quelque chose de plus.\

YVES MOUROUSI.- Voulez-vous apporter une solution aux problèmes qui se posent ? Il reste deux thèmes. Lequel choisissez-vous ?

- LE PRESIDENT.- Liberté.

- YVES MOUROUSI.- Celui des libertés, nous allons l'aborder tout de suite. Qu'est-ce qu'une

liberté ?

- LE PRESIDENT.- Vous posez là une question...

- YVES MOUROUSI.- C'est un choix économique ? Le libéralisme ?

- LE PRESIDENT.- Non, cela touche à l'être-même. Le libéralisme économique est une expression tout-à-fait falsifiée, n'est qu'un aspect, je répète très hypothéqué, très altéré. Non, la liberté, c'est la liberté de l'être. La liberté, c'est tout simple, ce sont des principes de droit public, celui de penser, de s'exprimer, d'aller et venir, de marcher là où l'on peut marcher, d'être libre de voter, d'être libre de lire ce qu'on a envie de lire, c'est cela, d'abord. Mais attention, attention, parce que ce serait incomplet. Il y a aussi les libertés collectives, celles qui ont été définies tout le long du XIXème siècle et aussi pendant le XXème : ce sont les libertés syndicales, sociales, les droits de la femme, les droits de l'enfant, les droits des travailleurs. Voilà ce qu'est la liberté. Ce sont des libertés. Mettez-les au pluriel et vous comprendrez mieux ce qu'est la liberté.

- YVES MOUROUSI.- D'ici à la fin 1988, à la fin de votre mandat, y en a-t-il d'autres à conquérir ? Dans quels domaines n'êtes-vous pas satisfait ?

- LE PRESIDENT.- Nous en avons conquises pas mal & nous en avons élargies pas mal. Quand on a fait la décentralisation, cela voulait dire qu'il fallait y avoir des milliers et des milliers de gens qui, dans les régions et dans les départements, allaient avoir des pouvoirs nouveaux, des droits nouveaux. C'étaient des libertés. Lorsqu'on a fait les lois dite "Auroux", lorsqu'on a donné aux travailleurs le moyen de s'exprimer davantage, de donner leur avis au sein de l'entreprise sur la gestion, sur leurs conditions, c'était une liberté.\

`Suite réponse sur les libertés`

- Lorsque j'ai dit qu'il fallait que les radios puissent naître librement - aujourd'hui il y a 1400 radios qui ne sont pas spécialement des radios libres ... les autres n'étaient pas prisonnières, mais on les appelle ainsi - c'était une liberté. Les télévisions, c'est la même décision...

- YVES MOUROUSI.- Excusez-moi, monsieur le Président, cela fait 54 minutes que l'émission a commencé, je vous propose une page de publicité. La voici.

- (page de publicité)

- YVES MOUROUSI.- Vous disiez ?

- LE PRESIDENT.- J'ai à peu près compris ce que vous vouliez dire .. Permettez-moi de vous préciser que vous êtes une chaîne publique, TF1 et que vous n'avez pas le droit de faire cela, sauf bien entendu pour...

- YVES MOUROUSI.- On a un bon "bouclier", on a le Président...

- LE PRESIDENT.- ... sauf, bien entendu, pour engager avec moi un dialogue souriant.

- Eh bien, si l'on veut des télévisions commerciales privées, donc commerciales, comme le sera la cinquième chaîne, comme le sera la sixième chaîne, le spot publicitaire est indispensable. Où prendraient-ils leur argent ? Vous, vous avez la redevance, vous avez aussi la publicité à certains moments qui sont bien cadrés. Mais eux, où prendraient-ils leur argent pour vivre ? Ces spots publicitaires, cela veut dire : télévision commerciale.

- Devais-je interdire, empêcher la naissance des télévisions privées ? C'était ridicule, c'eût été ridicule, car avec l'arrivée non seulement des cassettes, naturellement, mais aussi - on en a parlé - du câble, avec les satellites - cela va arriver de partout - comment auriez-vous pu vous accrocher au monopole de vos trois chaînes ? Ce n'est pas possible. D'ailleurs, je ne dis pas que vous l'auriez souhaité. Ce n'est pas possible, cela ne tient pas le coup. Le progrès est ainsi. On peut l'aimer ou ne pas l'aimer.

- Moi, ma volonté est de sauvegarder le service public. A mon avis, d'ailleurs, il est très bon, le service public. C'est le meilleur. C'est peut-être le meilleur du monde, nos trois chaînes, 1, 2, 3. Et, à côté, ma volonté est d'autoriser les télévisions privées.

- YVES MOUROUSI.- Les sauvegarder jusqu'à quand ?

- LE PRESIDENT.- Jusqu'à l'an 2000, pourquoi pas ?

- YVES MOUROUSI.- Tant que vous serez là.

- LE PRESIDENT.- Et même au-delà... tant que je serai là, c'est une vue un peu ambitieuse. En tout cas, tant que je serai là, le service public sera servi et doit l'être...

- YVES MOUROUSI.- Sur 3 chaînes...

- LE PRESIDENT.- Libre au téléspectateur de choisir. Est-ce que vous croyez que les téléspectateurs sont furieux de cela, de pouvoir disposer de nouvelles chaînes ? Ils ont déjà Canal Plus, qui est très bien, qui est une très belle chaîne, bien menée. Ils vont avoir, à la fin du mois de février, la cinquième chaîne. Puis la sixième...

- YVES MOUROUSI.- De cela on parlé au début...

- LE PRESIDENT.- Oui, j'ai l'air de me répéter, mais j'y tiens.

- Vous avez fait passer ce spot publicitaire pour dire qu'on avait gâché le talent français, la capacité créatrice de la France, en coupant des films ou des pièces de théâtre par des spots.

- C'est aux téléspectateurs de choisir, c'est cela leur liberté. Si cela leur déplaît, ils tourneront le bouton. Et, comme seules les télévisions commerciales privées auront le droit de faire cela, qu'est-ce qu'ils feront ? Ils retourneront vous écouter, vous, monsieur Mourousi, sur TF1, ou d'autres sur Antenne 2...

- YVES MOUROUSI.- Ils nous retrouveront peut-être une troisième fois...

- LE PRESIDENT.- Ils trouveront que c'est mieux, moins embêtant, ils ne seront pas coupés par la publicité.. C'est une chance pour le service public.

- YVES MOUROUSI.- Je ne le ferai plus, c'est promis !\

YVES MOUROUSI.- Si vous regardez le service public `télévision`, il y a une campagne du Centre d'information civique en ce moment - et on aborde là le dernier point : "gouverner" - et un spot publicitaire qui incite les jeunes Français à aller voter. Or, cela ne marche pas très bien, puisqu'on est à quelques jours de la clôture des listes électorales et que malgré la pub, un chiffre donné l'autre jour dans un journal de la rédaction de TF1 a montré que 30 % des 18 - 34 ans ne sont pas inscrits sur les listes électorales, à trois mois des élections `législatives`. Cela ne vous inquiète pas ce désintérêt des jeunes pour la politique ?

- LE PRESIDENT.- Si. C'est sans doute que la politique ne s'identifie pas dans leur esprit à une philosophie, à une morale, à une construction capable d'exalter leur énergie et leur talent. Il faut donc valoriser la politique, éviter certains débats où l'on chipote, où l'on se dispute...

- YVES MOUROUSI.- Vous avez vu cela quand ?

- LE PRESIDENT.- C'est ce qui se passe pratiquement tous les soirs ou tous les matins.. Je ne fais pas comme cela, autant qu'il m'est possible, ce n'est pas mon rôle d'ailleurs. Je m'adresse au peuple français, j'épouse absolument le combat de la majorité politique élue en 1981 parce que c'est mon devoir et, en même temps, j'estime qu'elle a bien travaillé. Mais je ne veux pas me mêler de polémiques subalternes qui me seraient insupportables £ je n'ai pas de raison d'attaquer les personnes ni souvent les idées d'une opposition qui représente aussi une partie de la France.\

YVES MOUROUSI.- Justement, puisque vous en parlez, la bataille politique va s'engager. Souvenez-vous de quelques propos tenus pendant la bataille politique de 1981 par ceux qui vous soutiennent.

- (Extrait de film : M. Paul Quilès au Congrès de Valence).

- YVES MOUROUSI.- Dites donc, il faut que les têtes tombent pour réussir une politique ?

- LE PRESIDENT.- ...

- YVES MOUROUSI.- C'est un document de l'époque.

- LE PRESIDENT.- Les têtes sont tombées ? On a même aboli la peine de mort. Cessons de plaisanter. Je connais bien Paul Quilès, je n'étais pas à Valence, Paul Quilès est un homme agréable et bon. Oui, c'est de la politique, vous l'avez parfaitement perçu. Je comprends très bien que vous me disiez cela, mais vous, Yves Mourousi, avez parfaitement perçu qu'il ne s'agissait pas de couper des têtes dans le sens physique du mot, mais qu'il s'agissait pour un gouvernement de se faire obéir par une administration qui lui semblait, à lui, Paul Quilès, rétive. N'exagérons rien. Je crois qu'il faut recevoir ce genre de message d'abord avec un certain sourire, en se disant surtout qu'il vaut mieux ne pas recommencer.

- YVES MOUROUSI.- Justement, j'allais vous dire : la gauche gagne £ on retrouve ce ton ou pas, en 1986 ?

- LE PRESIDENT.- L'espère que non. Il faut parler avec fermeté, avec conviction. Il ne faut pas

- LE PRESIDENT.- J'espère que non. Il faut parler avec fermeté, avec conviction. Il ne faut pas condamner les autres aux gémonies, à l'enfer.

- J'ai dit tout à l'heure : ils sont aussi la France. Mais la majorité subit des attaques qui sont souvent difficiles à supporter, difficiles à accepter. Je comprends ses réflexes, sa défense, mais je lui dis moi-même aujourd'hui : vous qui gouvernez, vous qui avez la majorité à l'Assemblée nationale, précisément parce que vous avez cette majorité, sachez donner au visage de la France les traits bienveillants qu'il doit avoir.\

YVES MOUROUSI.- Monsieur le Président, nous allons bientôt en finir. Je voudrais simplement, à propos de majorité et d'opposition, regarder quelques chiffres avec vous. Il y a 4 chiffres, ils sont issus de deux sondages sur le même sujet : l'un du "Nouvel Observateur" et l'autre de "Magazine Hebdo" en 1984. La notion droite - gauche : en 1981, 33 % de personnes interrogées considéraient que c'était une notion dépassée et 49 % considèrent que cette vision est dépassée. Plus de 16 % en quelques années considèrent que cette rupture, ce clivage n'est pas un bon clivage pour la France.

- LE PRESIDENT.- On appelle gauche, on appelle droite.. Ce qui est vrai, c'est qu'il y a des formations politiques et des Français qui cherchent le progrès et d'autres qui cherchent à préserver les avantages acquis. On n'est donc pas de gauche ou de droite dans tous les domaines.

- Ce qui est vrai, c'est qu'il y a un grand mouvement qui s'est engagé avec la naissance de la société industrielle au 19ème siècle, qui a été incarné par les mouvements ouvriers, qui a cherché tous les progrès, toutes les libertés, qui a voulu servir la dignité humaine, et d'autres qui n'étaient pas du tout les ennemis de cette dignité mais qui cherchaient d'abord à protéger ce qu'ils connaissaient. Cela fait partie de la -nature d'une société, on n'y peut rien. Gauche, droite, c'est vrai que ces mots sont un peu usés. D'ailleurs, vous remarquerez qu'on ne les a employés ni l'un ni l'autre jusqu'ici.

- YVES MOUROUSI.- D'ailleurs, Jean Ziegler, qui a écrit un très intéressant livre sur la volonté de pouvoir, écrit à propos des mots : "tous les mois, le Premier ministre d'un gouvernement socialiste ` Laurent Fabius ` s'adresse à ses concitoyens" - il parle de la télévision française. C'est un professeur de sociologie à l'Université de Genève -...

- LE PRESIDENT.- Je le connais.

- YVES MOUROUSI.- ... "Son souci principal est de ne prononcer à aucun -prix le mot "socialisme". Il pourrait "choquer" ajoute Jean Ziegler.

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, je ne peux pas parler exactement de la raison pour laquelle Jean Ziegler s'est exprimé de cette façon. Moi je n'éprouve aucune gêne à parler de socialisme. Je n'en parle pas tous les jours, parce que je suis Président de tous les Français, mais je ne dissimule pas, je ne cache pas ma propre conviction. Je suis socialiste, je m'efforce de conduire une société où le socialisme qui est la liberté-même devrait durablement inspirer les institutions et les mentalités. Je m'efforce de le faire dans le respect de nos institutions, dans le respect de nos lois.\

` Suite sur le bilan du gouvernement socialiste `

- Par exemple, je pense que c'est quand même le socialisme qui a valu aux Français et aux Françaises les très nombreux acquis sociaux pour lesquels j'ai estimé devoir me battre, car les Français sont bien libres de voter pour qui ils voudront le 16 mars prochain ` Elections législatives 1986 ` . Mais il serait vraiment dommage qu'ils se privent des acquis sociaux, des conquêtes sociales.

- Vous savez, on dit comme cela, la retraite à 60 ans. Vous me parliez de Noël pour commencer, c'est un bon Noël pour tous ceux qui vont prendre leur retraite à 60 ans parce qu'ils l'ont désirée. C'est un bon Noël pour ceux qui vont pouvoir partir en 5ème semaine de congés payés. C'est une bonne chose, un acquis social qui a rapporté à une famille des allocations fortement augmentées. Pour un smicard, le plus petit, le plus pauvre, le plus modeste des travailleurs, des salariés, avoir vu son SMIC, son salaire augmenter de 71 % depuis 1981, c'est une chance !

- Alors on peut le mépriser, on regarde cela de loin, mais ce n'est pas menacé, dit-on. Seulement voilà, monsieur Mourousi, l'opposition actuelle a toujours été contre. Si aujourd'hui elle dit : "mais je suis pour, c'est fait maintenant" alors on a eu raison de le faire. Et pourquoi nous critique-t-on

? Il y a là un dilemme dont on ne peut pas sortir. Et moi, je dis aux Français : "Écoutez faites comme vous voudrez dans trois mois, mais au moins gardez ce que vous avez gagné"

` Suite sur les élections législatives 1986 `

- YVES MOUROUSI.- S'ils font comme vous ne voudriez pas, vous ferez quoi ? Vous resterez, vous me l'avez dit. Mais M. Barre a dit que vous allez devenir à partir de mars 1986 un Président à géométrie variable. Cela m'intéresserait de recevoir plus tard un tel individu.

- LE PRESIDENT.- Ce serait intéressant.

- YVES MOUROUSI.- Cela n'existe pas tellement.

- LE PRESIDENT.- Si vous m'invitez, je répondrai certainement. Je serai le Président de la République que les Français ont élu en 1981 avec tous les pouvoirs que lui confère la Constitution. C'est aussi simple que cela.

- YVES MOUROUSI.- Est-ce que vous laisserez à la majorité des élus le soin d'appliquer le programme pour lequel elle a été élue ?

- LE PRESIDENT.- D'abord je n'ai jamais voulu m'engager dans des diagnostics ou des pronostics. De toutes façons il y aura une majorité. Votre question était bien posée. La majorité des élus verra naturellement le Président de la République lui confier le soin de gouverner et le Président de la République respectera d'autant mieux la liberté d'action de ce gouvernement qu'il exprimera la volonté majoritaire des Français.

- Voilà pourquoi je souhaite très vivement que, les Français ayant bien réfléchi, voulant préserver ce qu'ils ont acquis et sachant que nous bâtissons la France moderne, la France qui gagne, l'industrie moderne, la formation des hommes, que nous avons donné une chance considérable à la recherche, à la culture, que nous sommes les artisans de la construction de l'Europe, je souhaite très vivement que cette majorité qui gouvernera, parce que le peuple l'aura voulu - pas moi - soit celle d'aujourd'hui.

- YVES MOUROUSI.- Il y a le bon choix de Valéry Giscard d'Estaing, vous venez de proposer aux Français la bonne réflexion.

- LE PRESIDENT.- C'est une très bonne définition. Après tout, vous contribuez beaucoup à donner à cette émission tout son sens. Vous comprenez vite, vous employez le bon mot. Je vais vous faire des compliments.\

YVES MOUROUSI.- Remaniement ?

- LE PRESIDENT.- Remaniement ?...

- YVES MOUROUSI.- On parle de remaniement. Vous n'êtes pas venu ici pour annoncer la bonne réflexion simplement.

- LE PRESIDENT.- Si j'avais une nouvelle d'une importance capitale à annoncer aux Français, en tant que réforme de structure, initiative politique de grande envergure, changeant subitement les façons de penser ou d'agir, sans exprimer quoi que ce soit qui pourrait vous paraître désagréable car vous ne le méritez pas, ce n'est pas mon genre de faire cela, je ne choisirais pas une émission dans laquelle par le canal d'un journaliste, quel qu'il soit naturellement, je m'adresserais à un certain nombre de Français, pas seulement ceux qui écoutent à l'heure actuelle TF1. Je m'adresserais à tous.

- Je n'ai pas dit que j'y renoncerais. Cela reste dans les possibilités jusqu'au 16 mars prochain. Mais je n'annonce rien en disant cela. C'est mon droit. J'entends en user, mais je ne le ferai pas dans une circonstance comme celle-ci.

- YVES MOUROUSI.- Je vais quand même un peu pousser pour finir : c'est le droit de M. Fabius de rester à Matignon jusqu'en mars 1986 ?

- LE PRESIDENT.- Comment, c'est le droit ? Puisqu'il est chef du gouvernement...

- YVES MOUROUSI.- Il a annoncé qu'il restera jusqu'en mars 1986.

- LE PRESIDENT.- C'est parce qu'il savait qu'il avait ma confiance.

- YVES MOUROUSI.- Referendum sur le mandat présidentiel ?

- LE PRESIDENT.- Vous insistez, j'ai déjà dit tout à l'heure que si je voulais recourir à un moyen qui serait parfaitement légitime, qui relève de ma compétence et de mon pouvoir, je ne le ferais pas dans ces circonstances et je m'adresserais à tous les Français.\

YVES MOUROUSI.- A propos du pouvoir, ce sera ma dernière question : "à l'abri du clocher présidentiel, toute une élite imprécise exerce sans aucune espèce de contrôle son influence. D'où vient-elle ? Qui l'a nommée ? Quels pouvoirs lui ont été conférés ? Par qui ? Ces questions sont sacrilèges. Conformément à la philosophie sartrienne, elle fait, donc elle existe. Il lui arrive même d'imposer par d'obscurs procédés ses volontés au chef de l'Etat". Vous n'êtes pas maître de ce que vous faites, François Mitterrand ?

- LE PRESIDENT.- Vous citez Jacques Delors.

- YVES MOUROUSI.- Oui.

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, il a dû bien remarquer des cas où en effet une certaine administration traînait un peu les pieds pour exécuter les directives qui lui étaient données. Ce n'est pas général. C'est vrai, il existe des lobbies, des groupes de pression, des groupes d'influence. J'y suis assez insensible.\

YVES MOUROUSI.- Il y a un clocher présidentiel ?

- LE PRESIDENT.- Vous faites allusion à mon affiche de 1981 ? La petite église de Sermages, dans le Morvan ? En effet, je m'étais fait photographe pour une image, pour un symbole, qui a pu paraître un peu, comme cela, la France rurale...

- J'ai beaucoup parlé d'industrie et assez peu d'agriculture.

- YVES MOUROUSI.- Les images que l'on va voir sont des images symboles.

- LE PRESIDENT.- Cette image-là, ce petit clocher, cette campagne paisible...

- (projection de documents divers)

- YVES MOUROUSI.- Vous parliez du clocher, monsieur le Président, et moi je vous ai proposé des images qui se sont entrecroisées dans les dernières semaines, toutes images confondues, avec les commentaires de nos confrères de la rédaction de TF1, telles que les reçoivent les téléspectateurs.

- LE PRESIDENT.- Je n'abandonne pas le symbole que représentait cette affiche de 1981. Quel était ce symbole ? On disait : force tranquille... bon.. J'ai dit la dernière fois, comme cela, naturellement, conscience tranquille. Voyez-vous, ce formidable brassage des images était fait de drames, plus encore que de bonheurs, vous l'avez constaté. Un Président de la République, un chef d'Etat, qui représente un grand pays, n'a qu'une façon de s'en tirer pour démêler le vrai du faux, pour savoir où est la voie droite, c'est au-dedans de lui-même. Si l'on perd la capacité de retourner en soi-même et de se laisser guider par ce que j'appellerai "les voix intérieures", celles de la réflexion, peut-être celles de l'éducation, l'idée que l'on se fait des hommes et de la société, alors on est perdu. Et si je prends quelquefois quelque distance - qu'on me reproche ici ou là - c'est parce que j'ai besoin, moi aussi, de retrouver mes sources. C'est au travers de cela qu'il me semble mieux comprendre, être mieux capable de décider, dans le désordre général que je dois souvent affronter.

- Voilà ce que je peux vous dire puisqu'il s'agit de conclure et que vos images me portent naturellement à cette conclusion.

- YVES MOUROUSI.- Pendant que vous parliez de votre clocher `affiche électorale 1981`, on a vu se construire dans l'espace la tour des Américains, mise bout à bout pour commencer à travailler dans l'espace.

- LE PRESIDENT.- Oui. C'est pourquoi il serait, je crois, d'un esprit très critique et même trop critique, que de vouloir résumer ma pensée autour de cette petite église dont nous avons peut-être trop parlé. Non, il faut brasser le monde moderne, tel qu'il est, et c'est pourquoi je suis celui qui a dit à l'Europe toute entière : "il y a l'espace, il faut maintenant s'y lancer, il faut le maîtriser". J'en ai fini, monsieur Mourousi, mais j'ai dit cela parce que vous aviez l'air de créer une sorte d'antithèse entre cette image d'autrefois et l'image moderne. C'est parce que l'image d'autrefois me permet de rester moi-même que je peux, avec le regard bien ouvert, voir aussi clairement que possible comment se dessine l'avenir. Et l'avenir, c'est vrai, c'est l'espace.\

YVES MOUROUSI.- C'est parce que vous regardez mieux qu'hier que vous parlez plus ?

- LE PRESIDENT.- Je parle beaucoup ?

- YVES MOUROUSI.- Non, non, c'est la deuxième fois que je vous invite. Pendant très longtemps, vous avez été silencieux, et puis d'un seul coup... "Le Matin" Elkabach

longtemps, vous avez été silencieux, et puis d'un seul coup... Le matin ... Likabbach...

Mourousi...

- LE PRESIDENT.- Cela fait 3 ou 4 sorties de suite...

- YVES MOUROUSI.- Vous rentrez ?

- LE PRESIDENT.- La répétition n'est peut-être pas inutile...

- YVES MOUROUSI.- Vous continuez ?

- LE PRESIDENT.- Non, je ne vais pas continuer ... enfin, je ne fais pas de serment ni de projet... je verrai ce que je dois faire dans le courant du mois de janvier. De toute façon, il y a le Premier de l'An, le 31 décembre, eh bien je dirai : bonne année aux Français !

- YVES MOUROUSI.- Vous sera là le soir ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas un soir comme celui-là que l'on fait beaucoup de politique.

- YVES MOUROUSI.- Merci, monsieur le Président de la République d'avoir participé à cette deuxième émission. Je vous propose un rendez-vous, le 17 mars au soir. Vous avez tout le loisir d'y réfléchir d'ici là.

- LE PRESIDENT.- Je serai assez occupé sans doute ce jour-là, quoi qu'il advienne.

- YVES MOUROUSI.- Ce sera intéressant. Merci, monsieur le Président !\